

Europe : menaces sur la croissance

Les tensions commerciales et géopolitiques risquent d'enrayer la croissance déjà poussive de l'économie

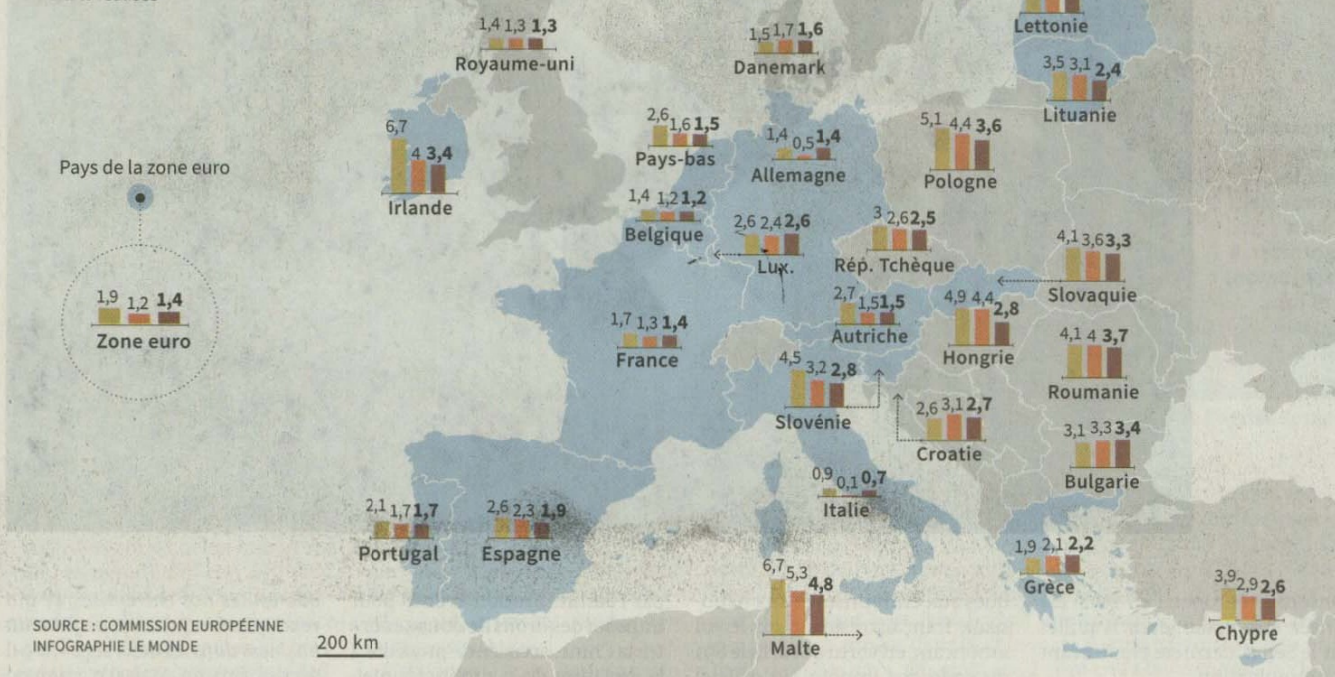
BRUXELLES - bureau européen

La zone euro tourne au ralenti

PRÉVISIONS DE LA CROISSANCE DU PIB EN %

■ 2018* ■ 2019 ■ 2020

*Résultats réalisés



SOURCE : COMMISSION EUROPÉENNE
INFOGRAPHIE LE MONDE

200 km

Pour l'instant, tout va bien. La croissance devrait continuer à être au rendez-vous en Europe au cours des dix-huit prochains mois. Dans ses dernières prévisions publiées mercredi 10 juillet, la Commission européenne table sur une hausse globale du produit intérieur brut (PIB) des 19 pays de la zone euro de 1,2 % en 2019 et de 1,4 % en 2020 (contre 1,5 % il y a trois mois). Pour l'Union européenne (UE) dans son ensemble, elle anticipe une hausse de 1,4 % en 2019 et de 1,6 % en 2020. Les prévisions pour l'inflation sont, elles aussi, légèrement revues à la baisse, de 0,1 point pour 2019 et 2020, soit 1,3 %, « principalement en raison de la baisse des prix du pétrole et de la légère dégradation des perspectives économiques ». Un chiffre nettement en deçà de l'objectif de la Banque centrale européenne (BCE), qui vise un niveau d'inflation légèrement inférieur à 2 %.

Imprévisibilité de Trump

Mais la Commission européenne prévient : de nombreux risques, tensions commerciales sino-américaines en tête, pourraient faire dérailler ce scénario. D'autant que l'économie européenne a bénéficié de facteurs positifs qui ont, aujourd'hui, cessé de produire leurs effets, tels qu'un hiver doux ayant favorisé le secteur de la construction, la constitution de stocks au Royaume-Uni en prévision du Brexit ou encore un rebond des ventes de véhicules neufs après le creux enregistré dans la seconde partie de 2018. « La croissance positive surprenante au premier trimestre compense totalement un

affaiblissement prévu des perspectives de croissance pour le reste de 2019 », indique le rapport de la Commission.

Une situation d'autant plus préoccupante que les difficultés du secteur manufacturier pourraient s'accroître en raison des tensions commerciales au niveau mondial et d'importantes incertitudes en matière politique. « La faiblesse du secteur manufacturier, si elle se prolongeait, et la

baisse de confiance des entreprises pourraient se répercuter sur d'autres secteurs et nuire à la situation du marché du travail, à la consommation privée et, en fin de compte, à la croissance », prévient la Commission.

Confrontation économique entre les Etats-Unis et la Chine, malgré la trêve négociée lors du sommet du G20 à Osaka ; imprévisibilité du président américain, Donald Trump, qui menace toujours

d'imposer des taxes douanières sur les importations d'automobiles (il doit se décider mi-novembre) ; tensions au Moyen-Orient, augmentant le risque d'une flambée des prix du pétrole ; perspective du Brexit, qui ralentit les investissements des entreprises ; renouvellement des institutions européennes... Bref, il existe une « foule de risques susceptibles de mettre à l'épreuve la résilience de la demande intérieure et du sec-

teur des services », analyse la Commission.

L'Allemagne en est une bonne illustration. Particulièrement exposée au commerce extérieur et à la faiblesse du secteur manufacturier, la première économie européenne a rebondi au premier trimestre 2019, grâce à la normalisation des ventes du secteur automobile. « Toutefois, il est peu probable que cet élan se maintienne dans les prochains trimestres », a

« L'Allemagne flirte avec la récession. Le pays paie sa dépendance à la demande chinoise »

SYLVAIN BROYER
économiste
chez S&P Global Ratings

nuancé le commissaire européen aux affaires économiques, Pierre Moscovici, en conférence de presse. Le pays devrait ainsi connaître une croissance parmi les plus faibles de l'Union européenne, avec un petit 0,5 % de croissance en 2019 et 1,4 % en 2020. « L'Allemagne flirte avec la récession. Son industrie automobile, chimique et bancaire fait face à de nombreux problèmes. Globalement, le pays paie sa dépendance à la demande chinoise. L'Allemagne est à la fin d'un modèle : c'est la fin d'un cycle », commente Sylvain Broyer, chef économiste chez S&P Global Ratings.

La France dans la moyenne

Mais l'Allemagne n'est pas la seule à présenter des perspectives de croissance atone. L'Italie, qui vient d'échapper à l'ouverture par l'UE d'une procédure disciplinaire pour déficit excessif en 2019, devrait enregistrer une progression de son PIB de seulement 0,1 % en 2019 et 0,7 % en 2020. Soit des prévisions stables par rapport à celles publiées en mai. La France, elle, se fonde dans la moyenne des pays de la zone euro, avec une croissance attendue de 1,3 % cette année et de 1,4 % en 2020. Pour M. Broyer, la situation de la France est bien plus florissante que celle de l'Allemagne. Selon lui, la compétitivité prix de la France, par rapport à l'Allemagne, se redresse, et le taux de marge des entreprises françaises est revenu à des moyennes historiques.

Globalement, l'exercice de la Commission européenne met en lumière le dynamisme des pays d'Europe centrale et orientale. « Ces pays bénéficient d'une demande intérieure robuste alimentée par la croissance dynamique des salaires et l'absorption des fonds de l'Union européenne. Une situation qui aide à prévenir ces économies du ralentissement de leurs principaux partenaires commerciaux », explique Pierre Moscovici, qui invite dès lors l'ensemble des Etats membres à intensifier leurs efforts pour renforcer la résilience de l'économie. ■

L'économie britannique s'essouffle

TOUS LES INDICATEURS économiques britanniques vivent les uns après les autres à l'orange. L'évolution du produit intérieur brut (PIB) du deuxième trimestre va probablement être négative. Les économistes de Barclays prévoient -0,2 %, ceux du National Institute for Economic and Social Research -0,1 %, et ceux de Nomura 0 %. Dans tous les cas, la croissance a quasiment disparu.

En grande partie, ce coup de frein est la conséquence mécanique d'un Brexit qui n'a pas eu lieu. Au premier trimestre, pensant que la sortie de l'Union européenne (UE) se ferait le 29 mars, comme prévu initialement, les entreprises ont accumulé les stocks, pour être prêtes à faire face au chaos aux douanes. Cela a dopé la croissance, qui a atteint 0,5 % de janvier à mars. Désormais, les mêmes entreprises écoulent leurs stocks, ce qui a l'effet inverse.

Pour la même raison, plusieurs usines de voitures ont préféré fermer en avril plutôt que de risquer le dysfonctionnement en plein Brexit. Elles ont donc décidé de réaliser leur maintenance annuelle, au lieu de la faire comme d'habitude durant l'été. La production automobile s'est ainsi effondrée de façon spectaculaire (-24 %) en avril, avant de rebondir en mai.

Derrière ces effets de yo-yo artificiels - excellent premier trimestre, très mauvais deuxième trimestre - se cache une croissance britannique médiocre, mais maintenue. Sur douze mois glissants, de juin 2018 à mai 2019, elle a été de 1,5 %, selon les statistiques officielles publiées mercredi 10 juillet. La consommation est, aujourd'hui, son principal moteur.

Les signaux d'un ralentissement progressif se font pourtant sentir. « Il est difficile d'y voir clair à cause des effets liés au

Brexit, mais la tendance sous-jacente est assez molle, estime Chris Hare, économiste à HSBC. On pense que le Royaume-Uni fait face à une combinaison d'une croissance mondiale plus faible et d'une incertitude liée au Brexit pour son économie intérieure. »

Suspension des investissements

Beaucoup d'entreprises ont suspendu leurs investissements, en attendant d'en savoir plus sur la sortie de l'Union. L'impact n'est pas immédiat, de nombreuses décisions pouvant être reportées. C'est par exemple le cas d'Airbus (aviation) ou d'AstraZeneca (pharmacie), qui ont annoncé qu'elles gelaient leurs investissements, mais qui n'ont, de toute façon, pas de décision majeure à prendre au Royaume-Uni en ce moment. Si la situation s'éternise trop, cela pourrait finir par se ressentir.

Plus inquiétant, certaines entreprises européennes ont aussi commencé à modifier leur chaîne de sous-traitants, pour réduire leurs recours aux sociétés britanniques. « Bien que l'essentiel du ralentissement du deuxième trimestre soit l'écoulement des stocks, il est possible qu'il y ait aussi un recul de long terme de la demande des clients, à cause de l'incertitude permanente », estiment, dans une note, les économistes de Barclays.

Enfin, les mouvements de yo-yo qui se sont produits autour du 29 mars devraient se reproduire le 31 octobre, prochaine date théorique du Brexit. Boris Johnson, probable nouveau premier ministre, a promis que la sortie de l'UE aurait lieu à cette date quoi qu'il en soit, accord ou pas accord. Les entreprises vont devoir reconstituer leurs stocks. ■

ÉRIC ALBERT
(LONDRES, CORRESPONDANCE)

SOPHIE PETITJEAN